

allées au Canada central. La question n'est pas là: ce qui est fait est fait. Mais je trouve injuste que mon honorable ami, faisant bon marché des événements du dernier demi-siècle, tienne les habitants des Maritimes responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent. Peut-être l'une des principales explications de cette attitude qu'ont manifestée au cours des années le Canada central et plus particulièrement le gouvernement fédéral tient-elle à ce qu'on a élu à cette assemblée un trop grand nombre de gens qui étaient rivés à la machine qui, depuis cinquante ans, mène le pays au détriment de toute la région sise à l'est de Montréal. Ces gens n'ont pas su regarder les choses en face ni lutter pour leur région; ils se sont contentés de siéger ici sans dire un mot ou ils ont créé de fausses impressions en tenant des propos comme ceux que nous avons entendus ce soir. Si mon honorable ami tend à créer l'impression que toute l'industrie qui se trouve centralisée dans cette partie-ci du pays est le fait de l'initiative privée, il commet une erreur. Je siège ici depuis 1940, année où j'ai suivi de près la mise en œuvre de notre programme de défense. A l'époque, alors que des milliards, provenant des contribuables, étaient répartis entre les industries du pays,—une proportion d'environ 85 p. 100 allant aux deux provinces centrales, pour leur permettre d'établir de nouvelles usines et d'agrandir les anciennes à des fins de production militaire,—j'ai élevé la voix pour protester. Les industries ainsi établies ou agrandies ont bénéficié des investissements du gouvernement fédéral. J'ai soutenu alors que notre programme de défense devait être exécuté de façon à ce que l'effort fût réparti à travers le pays d'après le chiffre de la population.

Ce n'est pas beaucoup demander. En Nouvelle-Écosse, nous avons environ 4 p. 100 de la population du Canada. Nous avons 2 p. 100 de la production brute exprimée en dollars. Si nous avions notre part, ce qui n'est sûrement pas trop demander, nous aurions au moins 2 p. 100 de plus et ce 2 p. 100 ajouté à la production brute de cette province ferait une différence énorme. Mais mon honorable ami n'est pas disposé à demander cela. Il est satisfait de l'état de choses actuel. Moi, je ne le suis pas. Durant la dernière guerre notre programme de défense était bien mal conçu, comme l'est d'ailleurs notre programme actuel.

A diverses reprises, en cette enceinte, j'ai proposé la décentralisation dont mon honorable ami a parlé ce soir. Je n'exposais pas là que des vues personnelles, car je lis beaucoup. J'exposais les vues des hommes publics les plus en vue de la Nouvelle-

Écosse. J'exposais une opinion maintes fois exprimée dans les journaux de cette province. Je considère le *Herald-Chronicle* d'Halifax, par exemple, comme un des journaux les mieux renseignés du Canada. Je le considère comme l'un des meilleurs organes pour la défense des droits des provinces Maritimes. Et dans de fort nombreux éditoriaux, ce journal a souligné l'importance de la décentralisation de l'industrie. Plusieurs gens au pays et aux États-Unis préconisent la décentralisation des industries non seulement pour obtenir des avantages économiques, mais pour les protéger en cas de guerre. Si je m'intéresse beaucoup à cette question au point de vue de la répartition entre les provinces de la production de notre pays,—répartition à laquelle, à mon sens, nous avons droit,—je m'y intéresse particulièrement...

M. Carroll: Comment le député fera-t-il pour décentraliser l'industrie?

M. Gillis: C'est fort simple. On entreprend actuellement un programme fort coûteux pour les contribuables.

M. Carroll: Je ne parle pas des industries de guerre.

M. Gillis: J'en parle, moi. Le député a abordé la question il y a un instant. J'en fais autant. Je me proposais de parler de la taxe de vente et de sujets analogues. Le gouvernement fédéral entreprend un programme dont la réalisation va coûter aux Canadiens, d'ici trois ans, environ cinq milliards, cinq milliards qui, ne l'oublions pas, appartiennent aux contribuables. Ce montant va servir à créer un grand nombre d'industries de guerre. Au lieu de surcharger le Québec et l'Ontario, où sont déjà centralisés environ 82 p. 100 de la capacité de production du pays, pourquoi ne pas établir quelques-unes des fabriques de munitions et de produits analogues dans une région où l'on trouve du minerai de fer, de l'acier, des chômeurs, ainsi de suite? N'est-ce pas souhaitable? Qu'est-ce qui peut bien empêcher d'établir les nouvelles usines de production de guerre ailleurs que dans la région où sont déjà groupées 82 p. 100 des industries?

S'il y a une autre guerre, ce sera une guerre atomique. Dans cette éventualité, la décentralisation serait donc souhaitable. Je signale que la plupart de ceux qui font des déclarations publiques, tant au Canada qu'aux États-Unis, au sujet de la défense, ont rappelé à maintes reprises depuis une couple de mois qu'il serait opportun de décentraliser tout au moins les usines de guerre. Maintenant que nous nous préparons à dépenser cinq milliards prélevés des contribuables, le gouvernement